



Introduction

Détroit d'Ormuz et sécurité énergétique mondiale : un risque systémique révélé

Mars 2026

Le détroit d'Ormuz occupe une place singulière dans l'architecture économique et géopolitique mondiale. Sa largeur minimale, estimée à environ 33 km entre l'Iran et l'Oman, en fait un point stratégique par lequel transitent chaque jour près de 20 millions de barils de pétrole, soit environ 20% de la consommation mondiale. Cette concentration des flux, en provenance de l'Irak, du Koweït, de l'Arabie saoudite ou des Émirats arabes unis à destination du reste du monde, serait déjà risquée en temps normal, mais elle devient explosive lorsqu'un conflit armé transforme la zone en un foyer de tensions sans précédent. L'impact serait alors immédiat, non seulement sur la sécurité du passage maritime, mais aussi sur une économie mondiale déjà affaiblie par des crises successives. L'expérience des précédents épisodes de tension dans la région montre qu'une dégradation, fût-elle légère, de la situation dans le Golfe suffit à entraîner une envolée du prix du baril de plusieurs dizaines de dollars (IEA, 2024). Dès lors, un conflit prolongé pourrait non seulement provoquer une hausse durable des cours mondiaux du pétrole et du gaz, mais aussi alimenter une nouvelle vague d'inflation pesant sur la croissance mondiale. Ignorer cette réalité constituerait une erreur stratégique majeure.



Escalade en 2026 : Une nouvelle phase de vulnérabilité

Les récentes frappes menées par les États-Unis et Israël contre la République islamique d'Iran, le 28 février 2026, ont rendu le détroit plus vulnérable que jamais, d'autant qu'elles ont déclenché une dynamique de confrontation qui tend désormais à s'étendre à l'ensemble du Moyen-Orient. Cette aggravation des tensions s'est immédiatement reflétée sur les marchés : le cours du WTI, qui s'établissait autour de 67 USD le baril à la mi-février, a atteint son plus haut niveau depuis près de cinq mois avant de poursuivre sa progression pour clôturer à environ 91 USD le 6 mars. Les marchés énergétiques ont d'ores et déjà intégré une prime de risque élevée, ce qui projette une hausse continue des prix du pétrole ainsi que des coûts d'assurance maritime au cours des mois à venir. Si aucun compromis n'est trouvé, cette trajectoire pourrait encore s'accroître, renforçant les pressions sur les marchés mondiaux de l'énergie.

Exposition des chaînes d'approvisionnement mondiales et risques économiques

La sensibilité des marchés énergétiques s'explique par le fait que les perturbations dans le détroit d'Ormuz — qu'il s'agisse de retards,

d'attaques contre des tankers ou de restrictions temporaires — ont généralement pour effet de désorganiser les chaînes d'approvisionnement mondiales en pétrole brut, en produits raffinés et en gaz naturel liquéfié.

Les économies importatrices d'Asie, fortement dépendantes du Golfe, sont les premières exposées, mais aucun continent n'est réellement protégé tant les interdépendances énergétiques sont désormais globales. Dans un monde où l'énergie demeure le moteur de l'industrie, du transport et de la logistique, une flambée durable des prix des hydrocarbures pourrait rapidement se transformer en un ralentissement économique mondial.

Selon les simulations du FMI (2024), un choc pétrolier sévère peut retrancher plusieurs dixièmes de point de croissance du PIB mondial sur un horizon d'un à deux ans, tout en aggravant les déséquilibres externes des pays importateurs nets d'énergie. Les pays émergents dépendants des importations d'hydrocarbures, notamment dans plusieurs régions d'Asie, du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Amérique latine, seraient particulièrement vulnérables, combinant un choc de prix, une pression sur les devises et des tensions budgétaires (Banque mondiale, 2024).

Les guerres au Moyen-Orient ayant été identifiées comme l'un des principaux risques baissiers pour la croissance mondiale, le conflit actuel agirait comme un amplificateur de fragilités déjà présentes. Les conséquences pourraient s'avérer graves pour les grandes puissances importatrices, des États-Unis à la Chine et du Japon à l'Europe, qui ne disposent d'aucune alternative crédible à court terme. Les pays à faible revenu, très dépendants des cours mondiaux des matières premières, ne sauraient être épargnés. Une telle dépendance crée un rapport de force asymétrique où quelques kilomètres de mer suffisent à influencer la santé économique de continents entiers.

Le fardeau inégal pesant sur les pays à faible revenu et le mandat des institutions internationales

Bien que toutes les économies seraient affectées par un choc énergétique prolongé, les pays à faible revenu resteraient les plus fragiles : dans certains d'entre eux, les dépenses énergétiques représentent déjà plus de 10 % du PIB. Dans ce contexte, le rôle du FMI et de la Banque mondiale devient déterminant. Le FMI doit renforcer sa surveillance multilatérale, affiner ses modèles de stress liés aux chocs pétroliers et préparer des lignes de financement d'urgence pour les économies les plus exposées.

La Banque mondiale, de son côté, doit accélérer le financement de la transition énergétique — alors que près de 80 % des pays à faible revenu dépendent encore majoritairement des combustibles fossiles importés — tout en soutenant les États vulnérables par des filets sociaux renforcés pour amortir l'impact d'une hausse durable des prix. Face à la multiplication des chocs énergétiques et à l'aggravation de la vulnérabilité financière des pays importateurs, ces institutions ne peuvent plus se limiter à des diagnostics : elles doivent agir de manière préventive pour éviter qu'un choc prolongé ne se transforme en crise économique généralisée.



Réponses politiques : de la gestion de crise à la diversification stratégique

Les décideurs politiques, eux aussi, portent une responsabilité directe dans la gestion de ce type de choc systémique. À court terme, ils doivent coordonner l'utilisation des stocks stratégiques, qui représentent en moyenne 90 jours d'importations pour les pays de l'OCDE, sécuriser les routes maritimes et limiter les réactions paniques sur les marchés.

À moyen terme, la seule véritable protection reste la diversification : diversification des sources d'énergie, des routes d'approvisionnement et du mix énergétique lui-même, dans un contexte où plus de la moitié du commerce mondial de pétrole transite par quelques points d'étranglement maritimes particulièrement vulnérables. Tant que le monde dépendra massivement du pétrole du Golfe, qui constitue près d'un tiers des exportations mondiales de brut, chaque crise au Moyen-Orient se transformera en menace globale. La guerre actuelle doit servir d'électrochoc, un rappel brutal que la sécurité énergétique n'est pas un sujet technique réservé aux experts, mais un pilier de la stabilité économique mondiale.

Conclusion

La guerre au Moyen-Orient rappelle que la sécurité énergétique n'est pas seulement un enjeu sectoriel, mais un déterminant central de l'ordre économique international (Hamilton, 1983). Au-delà de la gestion immédiate de cette crise, une réalité demeure difficile à ignorer : l'économie mondiale repose encore sur des points de passage hautement vulnérables et sur des équilibres géopolitiques instables. Le détroit d'Ormuz n'est pas seulement un corridor maritime, mais un véritable test de résilience pour l'ordre économique international, puisqu'il concentre une part essentielle du commerce mondial d'hydrocarbures. Si les institutions financières internationales et les gouvernements n'agissent pas rapidement et de manière coordonnée, en sécurisant les flux, en stabilisant les marchés et en renforçant les mécanismes de soutien macroéconomique, la crise actuelle pourrait devenir le déclencheur d'un ralentissement global dont les effets se feraient sentir pendant des années.

À propos du CEFRES

Le Centre pour la Liberté Économique et la Résilience (CEFRES) est un think tank de premier plan au Cameroun, engagé à fournir des analyses fondées sur des données probantes afin de renforcer la résilience économique et de réduire la pauvreté dans le pays. Nous sommes convaincus que la promotion de la liberté économique au Cameroun peut ouvrir la voie à un développement durable et inclusif, réduisant ainsi la vulnérabilité du pays face aux différents chocs économiques. Notre vision est celle d'une économie camerounaise — et africaine — suffisamment robuste pour résister à toute crise, fondée sur les principes de la liberté économique. Nous défendons fermement l'idée que tous les citoyens doivent disposer d'opportunités équitables pour réaliser pleinement leur potentiel, condition essentielle pour renforcer la résilience de leur pays face aux multiples défis.

